



## **« LGV du Sud-Ouest européen. L'union sur toute la ligne » Les élus du Sud-Ouest réaffirment leur mobilisation**

*Le mercredi 9 octobre 2013, de 9h45 à 13h, s'est tenu le colloque national sur le thème « LGV du Sud-Ouest européen. L'union sur toute la ligne », organisé par Eurosud Transport. S'inscrivant dans la continuité des travaux de la commission « Mobilité 21 » et des arbitrages annoncés par le Gouvernement dans son projet « Investir pour la France », rendu public le 9 juillet 2013, il a réuni de nombreuses personnalités du monde politique et économique notamment **des Présidents de Régions, de Conseils Généraux et des Maires de grandes villes**. Tous ont souligné les avancées réalisées ainsi que les perspectives claires données à la LGV Bordeaux – Toulouse et ont réaffirmé leur mobilisation pour le projet du Grand Sud-Ouest européen, à savoir les deux autres connexions européennes que sont : Bordeaux-Espagne et Montpellier-Perpignan.*

### **Introduction à la journée du 9 octobre**

Le colloque a rassemblé 150 participants. Il s'est ouvert avec un mot d'introduction de Bruno Cavagné, le nouveau Président de la FNTP : *« Je suis heureux et honoré qu'Eurosud Transport ait élu domicile dans les locaux de la FNTP pour cette journée. Depuis le 27 juin dernier le projet de la LGV Bordeaux – Toulouse figure dans le dossier investir pour la France. La 4<sup>ème</sup> ville de France ne pouvait rester à l'écart de la grande vitesse. Notre mobilisation n'est pas étrangère à ce qu'il ait été retenu. Cependant, cette ligne trouve uniquement son sens dans le projet du Sud-Ouest Européen ».*

Pour Jean-Louis Chauzy, Président d'Eurosud Transport, ce colloque a eu pour objectif de *« mettre en avant le futur maillage du Grand Sud de l'Europe, de l'Atlantique à la Méditerranée ; appuyer ses écosystèmes de l'innovation performants ; mettre en avant la démographie puisque selon l'INSEE le Sud-Ouest Européen (Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon plus les régions espagnoles frontalières) représente 20 millions d'habitants. Le Grand Paris n'en regroupe quant à lui que 11 millions ».* Le Président d'Eurosud Transport a mis en avant que, plus que jamais, il est primordial de *« garder les collectivités mobilisées pour négocier avec l'état pour ce qui a été acquis. Nous sommes aujourd'hui dans la phase d'après qui se prépare dès maintenant : respecter les engagements pris sur le GPSO et également l'interconnexion de Toulouse via Narbonne, Montpellier, Barcelone. Afin de connecter les métropoles du grand Sud-Ouest européen dans sa version atlantique-méditerranée et dans sa version nord-sud ».*

### **LGV du Sud-Ouest européen : les trois régions mobilisées et solidaires**

Les grands élus de Midi-Pyrénées, d'Aquitaine et du Languedoc Roussillon ont réaffirmé leur solidarité dans ce dossier. Trois tables rondes réunissant des intervenants de haut niveau ont rythmé cette rencontre.

**Lors de la première consacrée au « Sud-Ouest européen : un territoire d'échanges en devenir »**, Martin Malvy, président de la Région Midi-Pyrénées, s'est félicité de l'avancée du dossier. En effet, seule la ligne Bordeaux – Toulouse, estimée à 7,1 milliards d'euros, a été retenue par le gouvernement dans le plan d'investissements pour l'avenir. *« Nous préparons les aménagements du quartier Matabiau qui accueillera la LGV ainsi que les TER. Il y a aussi le réseau régional. C'est pour cette raison que nous avons été les premiers à réaliser le plan rail avec 800 millions d'investissements. Notre effort est considérable pour développer le ferroviaire »*. Martin Malvy, en outre, souligné l'importance d'irriguer la région la plus vaste de France afin que la plupart des départements soient reliés.

Pour **Alain Rousset**, Président de la Région Aquitaine, il est primordial de *« maîtriser la mobilité »*. L' élu a mis en exergue l'importance des relations avec l'Espagne : les intérêts économiques, les échanges, les créations d'entreprises sont évidents.

Lors de son intervention **Jean-Claude Gaysot**, Vice-président de la Région Languedoc – Roussillon, a évoqué la LGV Montpellier – Perpignan aujourd'hui reportée à l'après 2030 pour des raisons d'arbitrages budgétaires. Une décision vécue douloureusement par les élus de la région puisque cette dernière ne dispose que d'une ligne à deux voies, engendrant régulièrement des blocages, des perturbations... et constitue ainsi un bouchon de 130 km. *« C'est tellement un non-sens de ne pas réaliser en urgence la LGV Montpellier – Perpignan, mais nous croyons en un dialogue avec le gouvernement. Nous avons déjà obtenu la poursuite des études. Il ne faut pas abandonner, je suis convaincu que la raison l'emportera »* a commenté Jean-Claude Gaysot.

**La seconde table ronde baptisée « LGV Bordeaux-Toulouse, une première étape »**, a réuni de nombreux intervenants.

**Bernard Marquié**, représentant Pierre Cohen, Président de Toulouse Métropole et Maire de Toulouse, a souligné : *« c'est un enjeu important de ne pas être isolé du reste du pays. Il faut développer un réseau du Sud-Ouest européen qui pour une fois ne passerait pas par Paris de manière à avoir une entité efficace et solidaire qui fonctionne »*.

Pour **Michel Duchène**, représentant Alain Juppé, le Maire de Bordeaux : *« la LGV a permis de développer un immense quartier de la gare. Un grand nombre de chefs d'entreprises commencent à anticiper aujourd'hui son arrivée »*.

Pour Henri Tandonnet, Sénateur et Vice-président de l'agglomération d'Agen: *« Nous avons créé la grande agglomération d'Agen. A partir de là nous avons développé tout un schéma de croissance économique et des infrastructures. Nous avons obtenu le lien entre la gare ancienne et la gare nouvelle. Ainsi, il n'y aura pas de rupture entre le trafic régional et le trafic inter-métropoles »*.

Enfin, le colloque s'est clôturé sur la troisième table ronde : **« La valeur ajoutée d'une véritable interconnexion européenne »**.

**Georges Labazée**, Sénateur des Pyrénées-Atlantiques, s'est exprimé sur la liaison Bordeaux – Espagne : *« Lorsqu'est intervenue la décision gouvernementale nous avons décidé de suspendre notre participation financière. Nous avons déjà versé 30 millions d'euros pour payer Tour-Bordeaux, il nous*

*reste 70 millions d'euros à payer. Cependant, nous avons décidé de cesser les paiements tant que la décision n'est pas revue mais nous continuons à participer aux études en cours ».*

**Matthieu Bertrand**, en charge du « Mécanisme pour l'interconnexion en Europe » (projet de la Commission européenne visant à investir 50 milliards d'euros dans les infrastructures stratégiques dans les secteurs des transports, de l'énergie et de l'internet) a souligné que la Commission européenne est « consciente des potentialités du corridor atlantique et du corridor méditerranéen. Pour que l'Europe puisse financer il faut qu'il y ait un projet qui soit présenté par l'état français. Les états sont responsables de leur mise en œuvre. Nous partageons ces priorités et il nous faut prévoir les connexions adéquates ».

Lors de son intervention **Hélène Mandroux**, la maire de Montpellier a ajouté : « Nous avons créé un réseau de 12 villes à partir de Barcelone. Nous sommes aujourd'hui contents des priorités de Bordeaux -Toulouse et du contournement des villes de Nîmes et de Montpellier. Ce qui fait que le TGV arrivera à Montpellier en 2017 ». « Nous sommes très demandeurs de la réalisation du tronçon Perpignan – Montpellier », a rajouté **Hervé Baro**, représentant le département de l'Aude.

A la suite de ces débats, **Jean-Louis Chauzy** a conclu ce colloque : « Il faut pérenniser l'union construite aujourd'hui. Nous devons rester solidaires pour faire la prolongation des arbitrages du 9 juillet. Nous avons une obligation d'être cohérents. Toulouse ne doit pas rester dans une situation de cul de sac de l'Europe, nous sommes liés par les coopérations. Il y a des potentialités dans tous les territoires et il faut donner des perspectives à leurs habitants. Il est aujourd'hui important d'établir un calendrier pour donner du sens, des perspectives et des moyens ».

A la fin de la rencontre, Eurosud Transport a officiellement demandé un rendez-vous au gouvernement.

#### **À propos d'Eurosud Transport :**

Se positionnant comme un centre de ressources et d'actions, Eurosud Transport est une Association loi 1901 créée en 1992. Comme un « agitateur d'avenir », **Eurosud Transport** met en œuvre des actions en faveur des grands projets de transport, en particulier ferroviaires, pour Toulouse, sa région et le Sud-Ouest européen. Eurosud Transport, positionnée au cœur du lobbying franco-espagnol appuie ses missions et son expertise sur l'animation d'un réseau européen et national de coopérations.